

Bruxelles, le 21.11.2022
C(2022) 8336 final

DÉCISION D'EXÉCUTION DE LA COMMISSION

du 21.11.2022

relative au financement du plan d'action annuel 2022 en faveur de trois pays et territoires d'outre-mer des Caraïbes (Saba, Saint-Barthélemy et Saint-Eustache)

DÉCISION D'EXÉCUTION DE LA COMMISSION

du 21.11.2022

relative au financement du plan d'action annuel 2022 en faveur de trois pays et territoires d'outre-mer des Caraïbes (Saba, Saint-Barthélemy et Saint-Eustache)

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (UE, Euratom) 2018/1046 du Parlement européen et du Conseil du 18 juillet 2018 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, modifiant les règlements (UE) n° 1296/2013, (UE) n° 1301/2013, (UE) n° 1303/2013, (UE) n° 1304/2013, (UE) n° 1309/2013, (UE) n° 1316/2013, (UE) n° 223/2014, (UE) n° 283/2014 et la décision n° 541/2014/UE, et abrogeant le règlement (UE, Euratom) n° 966/2012¹, et notamment son article 110,

vu la décision (UE) 2021/1764 du Conseil du 5 octobre 2021 relative à l'association des pays et territoires d'outre-mer à l'Union européenne, y compris les relations entre l'Union européenne, d'une part, et le Groenland et le Royaume de Danemark, d'autre part², et notamment ses articles 81 et 82, rendant l'article 23, paragraphe 2, du règlement (UE) 2021/947 applicable.

considérant ce qui suit:

- (1) Aux fins de la mise en œuvre du plan d'action annuel 2022 en faveur de trois pays et territoires d'outre-mer des Caraïbes (Saba, Saint-Barthélemy et Saint-Eustache), il y a lieu d'adopter une décision de financement annuelle, qui constitue le programme de travail annuel pour 2022. L'article 110 du règlement (UE, Euratom) 2018/1046 (ci-après le «règlement financier») établit des règles détaillées en matière de décisions de financement.
- (2) L'assistance envisagée doit respecter les conditions et procédures établies par les mesures restrictives adoptées conformément à l'article 215 du TFUE³.
- (3) Les actions prévues par la présente décision contribuent à l'intégration des questions liées au climat et à la biodiversité, conformément au pacte vert pour l'Europe⁴ et à l'accord interinstitutionnel⁵.

¹ JO L 193 du 30.7.2018, p. 1.

² JO L 355 du 7.10.2021, p. 6.

³ www.sanctionsmap.eu. Il est à noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de répertorier les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes législatifs publiés au Journal officiel (JO). En cas de divergence, le JO fait foi.

⁴ Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions – «Le pacte vert pour l'Europe» [COM(2019) 640 final].

⁵ Accord interinstitutionnel du 16 décembre 2020 entre le Parlement européen, le Conseil de l'Union européenne et la Commission européenne sur la discipline budgétaire, la coopération en matière budgétaire et la bonne gestion financière, ainsi que sur de nouvelles ressources propres, comportant une feuille de route en vue de la mise en place de nouvelles ressources propres (JO L 433I du 22.12.2020, p. 28).

- (4) La Commission a adopté les programmes indicatifs pluriannuels pour Saba, Saint-Barthélemy et Saint-Eustache pour la période 2021-2027⁶, qui définissent les priorités suivantes: une énergie durable et résiliente à Saba, la gestion des risques de catastrophe à Saint-Barthélemy et une agriculture durable à Saint-Eustache.
- (5) Les objectifs poursuivis par le plan d'action annuel à financer au titre de la décision (UE) 2021/1764 sont de contribuer à la transition écologique et à la résilience des trois îles (Saba, Saint-Barthélemy et Saint-Eustache) dans la région des Caraïbes, comme le prévoient également leurs programmes indicatifs pluriannuels (PIP).
- (6) L'action intitulée «Programme d'appui budgétaire sectoriel pour une énergie durable et résiliente à Saba» vise à soutenir la mise en œuvre de la stratégie de Saba pour le secteur de l'énergie en vue d'un approvisionnement énergétique durable, abordable et fiable. À cette fin, l'action développera les infrastructures pour les énergies renouvelables et renforcera l'efficacité énergétique et la résilience face au changement climatique du secteur de l'énergie.
- (7) L'action intitulée «Programme d'appui budgétaire sectoriel à la gestion des risques de catastrophe à Saint-Barthélemy» vise à soutenir la mise en œuvre de la politique de gestion des risques de catastrophe de Saint-Barthélemy en vue d'une approche intégrée et à long terme. À cette fin, l'action améliorera la préparation aux catastrophes, renforcera les capacités d'accueil des populations dans des abris sûrs et réduira l'incidence des catastrophes sur les infrastructures numériques et les services connexes.
- (8) L'action intitulée «Programme d'appui budgétaire sectoriel pour une agriculture durable à Saint-Eustache» vise à soutenir la mise en œuvre du cadre d'action de Saint-Eustache en vue du développement d'une agriculture durable, qui contribue à un environnement naturel sain, garantisse la sécurité alimentaire de base et crée des perspectives économiques. À cette fin, l'action renforcera la gouvernance sectorielle et créera un environnement propice à une agriculture durable.
- (9) En vertu de l'article 81 de la décision (UE) 2021/1764, les actions exposées dans les annexes I, II et III seront mises en œuvre en gestion indirecte.
- (10) La Commission doit assurer un niveau de protection des intérêts financiers de l'Union en ce qui concerne les entités et les personnes chargées de l'exécution des fonds de l'Union en gestion indirecte, conformément à l'article 154, paragraphe 3, du règlement financier.
- À cette fin, ces entités et personnes doivent soumettre leurs systèmes et procédures à une évaluation, conformément à l'article 154, paragraphe 4, du règlement financier⁷, susceptible de déboucher, s'il y a lieu, sur des mesures de surveillance appropriées, conformément à l'article 154, paragraphe 5, dudit règlement avant qu'une convention de contribution puisse être signée.
- (11) Il convient de permettre le paiement d'intérêts de retard sur la base de l'article 116, paragraphe 5, du règlement financier.

⁶ Décision de la Commission relative à l'adoption des neuf programmes indicatifs pluriannuels pour les pays et territoires d'outre-mer pour la période 2021-2027 [C(2021) 9164 final du 15.12.2021].

⁷ À l'exception des cas prévus à l'article 154, paragraphe 6, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046, pour lesquels la Commission peut décider de ne pas exiger une évaluation ex ante.

- (12) Pour permettre une certaine flexibilité dans la mise en œuvre du plan d'action, il y a lieu d'autoriser des modifications qui ne devraient pas être considérées comme substantielles aux fins de l'article 110, paragraphe 5, du règlement financier.
- (13) Le comité institué par l'article 90 de la décision (UE) 2021/1764 n'a pas émis d'avis sur le plan d'action prévu par la présente décision,

DÉCIDE:

Article premier
Le plan d'action

La décision de financement annuelle, constituant le plan d'action annuel 2022 en faveur de trois pays et territoires d'outre-mer des Caraïbes (Saba, Saint-Barthélemy et Saint-Eustache), telle qu'elle figure à l'annexe, est adoptée.

Le plan d'action comporte les actions suivantes:

- (a) programme d'appui budgétaire sectoriel pour une énergie durable et résiliente à Saba, figurant à l'annexe I;
- (b) appui budgétaire - réduction des risques de catastrophe à Saint-Barthélemy, figurant à l'annexe II;
- (c) programme d'appui budgétaire sectoriel pour une agriculture durable à Saint-Eustache, figurant à l'annexe III.

Article 2
Contribution de l'Union

Le montant maximal de la contribution de l'Union destinée à la mise en œuvre du plan d'action pour 2022 est fixé à 9 500 000 EUR, à financer sur les crédits inscrits sur les lignes suivantes du budget général de l'Union:

- (a) ligne budgétaire BGUE-B2022-14.050200.01-C1-INTPA: 4 100 000 EUR (pour l'action figurant à l'annexe I);
- (b) ligne budgétaire BGUE-B2022-14.050200.01-C1-INTPA: 2 500 000 EUR (pour l'action figurant à l'annexe II);
- (c) ligne budgétaire BGUE-B2022-14.050200.01-C1-INTPA: 2 900 000 EUR (pour l'action figurant à l'annexe III).

Les crédits prévus au premier alinéa peuvent également couvrir les intérêts de retard.

Article 3
Modes d'exécution et entités ou personnes chargées de l'exécution

L'exécution des actions menées en gestion indirecte, telles qu'exposées dans les annexes, peut être confiée aux entités ou aux personnes mentionnées ou sélectionnées conformément aux critères établis au point 4.4.2 des annexes I, II et III.

Article 4
Clause de flexibilité

Les augmentations ou les diminutions de maximum 10 000 000 EUR ne dépassant pas 20 % de la contribution fixée à l'article 2, premier alinéa, ou les modifications cumulées⁸ des crédits alloués à des actions spécifiques ne dépassant pas 20 % de ladite contribution, ainsi que les prolongations de la période de mise en œuvre, ne sont pas considérées comme substantielles aux fins de l'article 110, paragraphe 5, du règlement financier pour autant que ces modifications n'aient d'incidence significative ni sur la nature ni sur les objectifs des actions.

L'ordonnateur compétent peut appliquer les modifications visées au premier alinéa. Ces modifications sont appliquées dans le respect des principes de bonne gestion financière et de proportionnalité.

Fait à Bruxelles, le 21.11.2022

Par la Commission
Jutta URPIAINEN
Membre de la Commission

⁸ Ces modifications peuvent venir de recettes affectées devenues disponibles après l'adoption de la décision de financement.